



**NATIONS UNIES
COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

**Sixième réunion annuelle conjointe de la Conférence des
Ministres africains des finances, de la planification et du développement économique
de la Commission économique pour l'Afrique et de la Conférence des ministres de
l'économie et des finances de l'Union africaine**

Thème: « L'industrialisation au service de l'émergence de l'Afrique »

Déclaration

de

Carlos Lopes

**Secrétaire général adjoint de l'Organisation des Nations Unies et
Secrétaire exécutif de la CEA**

Abidjan (Côte d'Ivoire)

25 mars 2013

C'est un plaisir de vous accueillir à Abidjan pour la sixième réunion annuelle conjointe de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la Commission économique pour l'Afrique et de la Conférence des ministres de l'économie et des finances de l'Union africaine.

C'est pour moi un honneur spécial de m'adresser à cette auguste assemblée pour la première fois depuis que j'ai pris mes fonctions de Secrétaire exécutif de la CEA. Permettez-moi de saisir cette occasion pour remercier le Président Alassane Ouattara et le Gouvernement et le peuple de Côte d'Ivoire pour leur chaleureuse hospitalité et pour les dispositions remarquables prises pour l'organisation de cette réunion.

Je salue tout particulièrement Mme Dlamini-Zuma, avec qui je partage le privilège de m'adresser, pour la première fois, à ce brillant aréopage d'esprits versés en économie.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les ministres et gouverneurs,

Permettez-moi de faire un détour inhabituel par l'Asie avant d'aborder les questions dont nous sommes saisis aujourd'hui. Même si nous sommes conscients des conflits individuels qui secouent l'Asie, nous avons tendance à les regarder de façon isolée. Ainsi, nous savons qu'il y a des conflits sur l'île de Mindanao aux Philippines, une insurrection à Sabah en Malaisie, des incidents frontaliers entre la Thaïlande et le Cambodge et, bien sûr, les situations de crise bien connues en Afghanistan, au Myanmar et au Pakistan. Même l'Inde, pays pourtant en pleine croissance, est confrontée à la rébellion naxalite et à des problèmes dans le Cachemire, tandis que la Corée du Sud partage une frontière avec un État belligérant bien que frère.

Ce que je veux dire, c'est que malgré l'ampleur de tous ces conflits en Asie, la région n'est pas considérée comme instable mais elle est vue, au contraire, comme un

facteur dynamique de la croissance mondiale. C'est vrai qu'en Afrique, nous avons des conflits comme au Mali, dans la région des Grands Lacs, au Soudan et en Somalie, mais ceux-ci sont des vestiges d'une époque révolue et la tendance est désormais à la baisse. En d'autres termes, bien que les conflits en Afrique soient en diminution et que leur nombre soit inférieur à ceux en Asie, l'Afrique est encore globalement perçue comme un continent en proie à la crise et un endroit risqué pour faire des investissements. Laissez-moi juste donner deux chiffres: il y a eu 29 attaques de pirates en 2009 au large des côtes de Somalie contre environ 150 dans le détroit de Malacca en 2005. Cela n'a pourtant pas entraîné une perception négative généralisée quant aux perspectives économiques de l'Asie. Il convient de noter, dans un contexte similaire, que malgré sa réputation pour ce qui est de son climat d'affaires difficile, le Pakistan est le deuxième exportateur de textile au monde.

Il ne s'agit pas de donner du lustre au passé de l'Afrique. L'éminent écrivain ivoirien Ahmadou Kourouma, cher à nos cœurs, a utilisé le pouvoir de sa plume pour faire la chronique de plusieurs manquements à déplorer dans l'Afrique post-coloniale. Qui peut oublier les messages si touchants de son roman « Allah n'est pas obligé », pour lequel il a obtenu le prix Renaudot, qui raconte la corruption d'innocents enfants enrôlés comme soldats, l'exploitation des femmes et les souffrances insoutenables que subissent des millions de nos frères africains en raison des guerres et des conflits. En effet, l'œuvre de Kourouma nous oblige tous à renouveler notre détermination à édifier des États démocratiques et à promouvoir le développement et la sécurité humaine.

Heureusement, l'histoire prend déjà meilleure tournure. L'image ternie de l'Afrique n'empêche que nous ayons commencé à nous acheminer vers une ère d'afro-enthousiasme et que le continent attire l'attention de cabinets de conseil d'envergure mondiale, de banques multinationales, de fonds spéculatifs et de sociétés de capital-investissement. Cet intérêt porté à l'Afrique met en évidence son potentiel en matière de transformation économique et sociale; cela dit, c'est à nous d'en maîtriser le cours. Nous devons exploiter ce moment pour faire nous-mêmes le récit de notre propre histoire, et ce faisant, tracer la trajectoire de la croissance future de l'Afrique. Peut-être

qu'aucun moment ne s'y prête mieux qu'aujourd'hui alors que nous nous préparons à célébrer le cinquantième anniversaire de la fondation de l'Organisation de l'Unité africaine, qui, à maints égards, a représenté notre désir de libération, d'unité et d'intégration.

La raison d'être d'une bonne partie du discours actuel sur « le moment africain » et « le réveil de l'Afrique » est claire. Certaines des économies ayant enregistré la plus forte croissance au monde sont africaines. L'Afrique a fait preuve d'un dynamisme indéniable pendant cette période de crise économique. Alors que la croissance mondiale a baissé de 2,7 % l'année dernière, l'Afrique a pris le chemin inverse et enregistré une croissance de 5 %. Il est à noter que toutes nos sous-régions ont connu une croissance plus forte que la moyenne mondiale, le taux le plus élevé étant de 6,3 % et le plus faible de 3,5 %. Cette performance est imputable à plusieurs facteurs, notamment une meilleure gestion macroéconomique, l'augmentation des exportations de ressources naturelles et l'émergence d'une classe moyenne. Lagos a dorénavant un marché de consommateurs plus développé que celui de Mumbai, et les dépenses des ménages du continent dépassent celles de l'Inde et de la Russie.

Cette expérience en matière de croissance n'est cependant pas suffisante. Elle reste en deçà du taux de 7 % qui est le minimum requis pour doubler les revenus moyens en l'espace d'une décennie. Cette situation s'explique en partie par le fait qu'un trop grand nombre de nos économies restent tributaires de la production et de l'exportation de produits primaires. Un trop grand nombre aussi affichent de fortes inégalités. Alors que nous nous félicitons de ce que sept de nos pays figurent parmi les dix premiers qui enregistrent la plus forte croissance au monde, nous devons également avoir à l'esprit qu'on en compte un nombre similaire parmi les dix premières économies mondiales qui affichent les inégalités les plus marquées. En effet, un trop grand nombre de nos populations restent prisonnières de la faim et d'une pauvreté chronique.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les ministres et gouverneurs,

Nous devons saisir cette occasion de transformer notre continent pendant que nous avons le vent en poupe. Le contexte mondial en pleine mutation, marqué par l'émergence d'une diversité de puissances économiques et la croissance du potentiel africain offrent l'occasion de réaliser cet objectif. Au vu de ces mégatendances favorables, le moment est venu de capitaliser la performance actuelle de l'Afrique et d'en faire une base pour la transformation structurelle.

La transformation structurelle peut se définir de nombreuses manières, mais j'entends ici « *un transfert massif des ressources d'un secteur à un autre du fait des changements intervenus au niveau des fondamentaux et des politiques économiques* ». En termes empiriques, cela signifie un changement de la composition sectorielle du produit intérieur brut, avec la part du secteur primaire en termes d'emploi et de production allant à l'industrie et aux services modernes. Cela implique également une utilisation accrue des technologies et une plus grande productivité dans tous les secteurs.

Il n'y a aucun doute que l'Afrique veut la transformation structurelle. Cela étant posé, qu'il me soit permis de déclarer sans équivoque que l'industrialisation est absolument indispensable à cet objectif. L'industrialisation contribuera à créer des emplois, à augmenter les revenus et à permettre la diversification des économies africaines, y compris leurs exportations. Cela ressort clairement de l'expérience des autres régions. Bien entendu, l'Afrique a tenté l'industrialisation auparavant. Dans les années 60 et 70, l'Afrique devenue indépendante a emboîté le pas à d'autres régions du monde en optant pour une industrialisation fondée sur la substitution de produits nationaux aux importations. Nous connaissons tous le résultat de ces efforts. Il est vrai qu'ils ont conduit à quelques progrès remarquables, mais ils ont finalement été contrecarrés par les limites du modèle et l'économie politique mondiale. C'est pourquoi l'Afrique doit aujourd'hui prendre en compte aussi le contexte mondial actuel.

À cet égard, une approche présentant des chances de succès est l'industrialisation fondée sur les produits de base. En substance, plutôt que de nous évertuer à diversifier les produits de base, nous devrions privilégier leur utilisation comme moteurs efficaces de l'industrialisation. Outre les avantages plus larges de l'industrialisation, une approche fondée sur les produits de base peut déboucher immédiatement sur la création de valeur ajoutée sans compter les nombreuses possibilités d'exploiter les liens en amont et en aval. Compte tenu de la prédominance des chaînes de valeur mondiales et de la concurrence intense qui s'exerce au niveau des coûts de revient dans le commerce des produits manufacturés, l'Afrique peut pénétrer le secteur industriel à l'aide de son énorme base de produits primaires et de ressources naturelles. Le fait que les agro-industries sont déjà un des secteurs de fabrication les plus développés sur le continent est la preuve que cette approche peut fonctionner.

Permettez-moi cependant de déclarer en toute franchise que la réussite à cet égard ne sera pas facile. Il faudra de l'innovation et de la détermination pour surmonter les insuffisances dans le domaine de l'infrastructure. Il faudra une solide base de connaissance de la structure de l'industrie et des chaînes de valeur mondiales. En effet, nos économies doivent continuellement investir dans le savoir, les compétences, la technologie et l'innovation. Le paysage commercial, notamment les obstacles et les préférences, doit être bien appréhendé. Par-dessus tout, la stimulation du commerce intra-africain, demeure une absolue nécessité pour créer les marchés nécessaires au succès de l'industrialisation.

De toute évidence, l'industrialisation n'est pas le seul défi. Les projections actuelles montrent que l'Afrique sera le continent le plus grand et le plus jeune dans 50 ans et qu'elle sera plus urbanisée. Il ne faudra plus très longtemps pour que les Africains citadins soient aussi nombreux que l'ensemble des Africains aujourd'hui. Le nombre de villes de plus d'un million d'habitants est passé de 1 en 1960 à 33 aujourd'hui. Des villes comme Lagos, Dar es-Salaam, Kampala, Kinshasa et Luanda sont parmi les zones urbaines dont la croissance est la plus forte dans le monde. Une

telle urbanisation et une augmentation si colossale de la population auront d'importantes conséquences en ce sens que jusqu'à deux tiers des Africains dans les zones urbaines n'auront ni eau courante, ni installations d'évacuation des eaux usées et réseaux d'assainissement appropriés, ni réseaux de transport adéquats. Sur un plan historique, ce sera l'urbanisation la plus rapide jamais connue par l'humanité.

Dans le même temps, nous devons être conscients des autres problèmes mondiaux qui auront une incidence sur la dynamique du développement. En particulier, les changements climatiques doivent rester au premier rang de nos préoccupations. Il faut une action mondiale, notamment pour les mesures d'atténuation. Cela signifie aussi que l'Afrique doit adapter ses structures de production. On y verra un défi et une opportunité. C'est un défi, car ce sera peut-être coûteux sur le plan du financement et de l'acquisition de la technologie nécessaire pour sortir des voies actuelles. C'est toutefois une opportunité en ce sens que l'Afrique peut adopter l'économie verte avec des possibilités de transformation importantes en vue d'une voie technologique du développement peu énergivore, à faible émission de carbone et non polluante. Nous avons un des plus grands potentiels d'énergie renouvelable au monde.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Ministres et gouverneurs,

Au moment où nous célébrons le cinquantième anniversaire de la création de l'OUA, nous devons commencer à réfléchir au genre de société que nous voulons léguer à nos enfants et petits-enfants. Une conscience aussi claire de l'avenir doit également aller de pair avec une compréhension claire de notre expérience de l'histoire et du contexte actuel et des politiques requises pour atteindre nos objectifs dans un environnement mondial en pleine mutation. C'est à cet égard que la CEA a le plaisir de travailler avec la Commission de l'Union africaine et la Banque africaine de développement à une vision de «l'Afrique à l'horizon 2063». Nous espérons que ce processus bénéficiera des lumières de plusieurs groupes vitaux, notamment nos dirigeants.

Au moment où nous élaborons les priorités de développement de l'Afrique elle-même, il nous faut également continuer à prêter particulièrement attention au programme de développement pour l'après-2015. Il y a plusieurs questions essentielles à garder à l'esprit au moment où nous mettons la dernière main à une position commune africaine en tant que contribution au processus mondial. L'occasion est bonne de corriger certaines des lacunes des objectifs du Millénaire pour le développement, concernant notamment le manque de mesure du niveau d'effort, l'exclusion et l'équité. Il devrait en résulter également une modération du recours excessif à l'aide publique au développement et un effort pour combler les lacunes criantes dans les données servant à mesurer les progrès. L'utilité d'un programme de développement pour l'après-2015 sera renforcée si sont précisés les facteurs permettant d'obtenir des résultats définis en matière de développement.

Que faut-il donc faire pour l'avènement de la transformation structurelle en Afrique ? À mon avis, le point de départ est un leadership qui fournit une vision claire et mobilise tous les secteurs de la société en soutien à l'impératif de développement. Nous devons changer nos approches, nos attitudes et nos priorités. Nous devons disposer d'une population très instruite, en bonne santé et qualifiée qui puisse assimiler la technologie et mettre en place l'infrastructure indispensable au progrès. Nos États doivent de même renforcer la capacité de notre administration publique pour qu'elle soit en mesure d'entreprendre une planification à long terme dynamique et assurer la coordination de l'activité économique. C'est ainsi que nous devons commencer à prêter plus d'attention à la mobilisation des ressources intérieures au moment où nous accélérons le rythme de l'intégration régionale de façon à engranger de plus grandes économies d'échelle. Il nous faudra de plus en plus de données plus robustes et de meilleurs systèmes statistiques afin de mieux mesurer et suivre les progrès. En effet, la poursuite de la transformation structurelle exigera que nous tirions un meilleur parti des atouts économiques de l'Afrique et fassions en sorte que tous les secteurs de la société, en particulier les femmes et les jeunes, jouent le rôle qui est le leur.

L'objectif de la CEA pour l'avenir serait de travailler en étroite collaboration avec les États membres pour réaliser le programme de transformation de l'Afrique. C'est dire que nos programmes seront réajustés en fonction de nos avantages comparatifs, avec un accent particulier sur la production de savoir et sa diffusion. C'est demain que je vous expliquerai les nouvelles orientations stratégiques de la CEA, mais permettez-moi d'ores et déjà de mettre en lumière certains éléments clefs. La CEA procédera à une réflexion analytique rigoureuse dans les domaines de recherche où ses travaux peuvent faire une différence. En d'autres termes, nous concentrerons nos efforts et nous ne ferons pas ce que d'autres institutions peuvent faire mieux. Nous soutiendrons les États membres dans leurs efforts tendant à mettre en œuvre des politiques macroéconomiques axées sur la croissance et à rétablir la planification du développement. Cela passera par la production de données de haute qualité au moyen des dernières technologies, dont la téléphonie mobile et les systèmes d'information géographique.

La diffusion du savoir sera de la même façon rationalisée en vue de produire un impact maximum. Toutes les formations que la CEA dispensera seront assurées par l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP). Un bon tiers de la CEA aura pour vocation d'être le premier pôle de réflexion de l'Afrique. Une nouvelle Division du renforcement des capacités sera créée pour appuyer les activités de l'Union africaine et de ses divers programmes, notamment le NEPAD et le MAEP. La Commission fournira également des services consultatifs spécialisés aux États membres. De même seront repensés nos cinq bureaux sous-régionaux afin qu'ils fournissent des profils de pays et des évaluations de risque sur leurs États membres respectifs.

Je voudrais terminer en vous assurant sur ce plan qu'à l'avenir, le maître mot à la CEA sera «l'Afrique d'abord». Par cela, nous voulons dire que nous privilégierons les intérêts de ce continent dans tout ce que nous faisons. Cela signifie aussi que nous nous attaquerons aux questions nouvelles et autres en fonction de leur impact sur l'Afrique. Nous devons conduire le processus de transformation structurelle sur la base de la vision et des priorités africaines. Nous devons faire nous-mêmes le récit de

notre histoire et pour cela, nous devons produire nos propres données et nos propres statistiques. Voilà l'approche qui définira nos partenariats dans tous les domaines à l'heure de la promotion de la cohérence et de l'approfondissement de l'impact de nos activités. Le temps d'agir est venu, et si nous ne prenons pas des mesures immédiates, cette occasion risque de ne plus se présenter avant une autre génération. Je compte sur votre soutien actif et vos sages conseils au moment où nous nous évertuons tous à bâtir l'Afrique de nos rêves.

Je vous remercie de votre aimable attention.